



# La CPI Semaine après semaine 21 juin 2010 #38



## Situation au Darfour, Soudan

Dans la situation au Darfour (Soudan), la Chambre préliminaire I est actuellement saisie de trois affaires : *Le Procureur c. Ahmad Muhammad Harun (Ahmad Harun) et Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman (Ali Kushayb)*, *Le Procureur c. Omar Hassan Ahmad Al Bashir*, *Le Procureur c. Bahar Idriss Abu Garda* et *Le Procureur c. Abdallah Banda Abakaer Nourain (Banda) et Saleh Mohammed Jerbo Jamus (Jerbo)*. Trois mandats d'arrêt ont été délivrés par la Chambre préliminaire I à l'encontre de MM. Harun, Kushayb et Al Bashir pour des charges de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre. Les trois suspects sont actuellement en fuite. Une citation à comparaître a été adressée à M. Abu Garda, qui a comparu volontairement devant la Chambre le 18 mai 2009. Le suspect n'est pas détenu par la CPI. Après l'audience de confirmation des charges, le 8 février 2010, la Chambre préliminaire I a refusé de confirmer les charges. Deux autres citations à comparaître ont été délivrées contre M. Banda et M. Jerbo qui ont comparu volontairement devant la Chambre de première instance I le 17 juin 2010.

## Deux nouveaux suspects dans la situation du Darfour (Soudan) arrivent à la Cour pénale internationale

Abdallah Banda Abaker Nourain (Banda) et Saleh Mohammed Jerbo Jamus (Jerbo), soupçonnés d'avoir commis des crimes de guerre au Darfour (Soudan), sont volontairement arrivés le 16 juin 2010 à la Cour pénale internationale (CPI), en application de deux citations à comparaître délivrées d'abord sous scellés le 27 août 2009, par la Chambre préliminaire I. Banda et Jerbo ont demeuré à une location qui leur a été assignée par la Cour, jusqu'à leur première comparution le jeudi 17 juin, à 10h00 (heure locale de La Haye).

M. Banda et M. Jerbo devront répondre de trois chefs de crimes de guerre qui auraient été commis dans le cadre d'une attaque lancée le 29 septembre 2007 contre la Mission de l'Union africaine au Soudan (MUAS), une mission de maintien de la paix stationnée à la base militaire de Haskanita, dans la localité d'Umm Kadada au Darfour-Nord (Soudan).

La Chambre préliminaire I a considéré qu'il y a des motifs raisonnables de croire que l'attaque lancée contre la MUAS s'inscrivait dans le cadre d'un conflit armé ne présentant pas un caractère international qui opposait, à l'époque de l'attaque, le Gouvernement soudanais et plusieurs groupes armés organisés au Darfour. Cette attaque aurait été menée par des troupes appartenant à l'Armée de libération du Soudan-Unité, qui s'étaient désolidarisées du Mouvement/Armée de libération du Soudan et qui étaient placées sous le commandement de M. Jerbo, conjointement avec des forces dissidentes du Mouvement pour la justice et l'égalité, placées sous le commandement de M. Banda.

Les assaillants, près de mille personnes armées de canons antiaériens, de pièces d'artillerie et de lance-roquettes, auraient tué 12 soldats de la MUAS et en auraient grièvement blessés huit autres. Pendant et après l'attaque, ils auraient également détruit des installations de communication, des dortoirs, des véhicules et autres matériels appartenant à la MUAS et se seraient emparés de biens lui appartenant, notamment 17

véhicules, des réfrigérateurs, des ordinateurs, des téléphones portables, des bottes et uniformes militaires, du carburant, des munitions et de l'argent.

La Chambre préliminaire I, composée de la juge Sylvia Steiner (Brésil), juge présidente, de la juge Sanji Mmasenono Monageng (Botswana) et du juge Cuno Tarfusser (Italie), a considéré qu'il y a des motifs raisonnables de croire que M. Banda et M. Jerbo sont pénalement responsables des crimes de guerre suivants :

- Commission ou tentative de commission d'atteinte à la vie sous forme de meurtre, au sens de l'article 8-2-c-i du Statut de Rome ;
- Fait de diriger intentionnellement des attaques contre le personnel, les installations, le matériel, les unités ou les véhicules employés dans le cadre d'une mission de maintien de la paix, au sens de l'article 8-2-e-iii du Statut ;
- Pillage, au sens de l'article 8-2-e-v du Statut.

Les juges ont estimé que des citations à comparaître suffiraient à garantir que, compte tenu des informations fournies par le Bureau du Procureur, MM. Jerbo et Banda se présenteront devant la Cour. Il ne semblait donc pas nécessaire de délivrer de mandats d'arrêt.

Gardant à l'esprit la nécessité de préserver l'ordre public et de veiller au bon déroulement de la procédure, la Chambre a fixé dans les citations à comparaître un certain nombre de conditions. En particulier, elle a ordonné à MM. Banda et Jerbo de s'abstenir de discuter avec quiconque des charges ou des éléments de preuve soumis à l'examen de la Chambre et de s'abstenir de faire des déclarations politiques.

Jusqu'à l'audience de comparution initiale, MM. Banda et Jerbo ont séjourné dans un lieu que leur aura assigné la Cour. Durant leur séjour aux Pays-Bas, les suspects ne pouvaient, sans l'autorisation de la Chambre, quitter les locaux de la Cour, y compris ce lieu tenu secret.

Lors de l'audience de demain, les deux suspects ont été informés des crimes qui leur sont reprochés et des droits que leur reconnaît le Statut de Rome. Une audience de confirmation des charges sera tenue dans le 22 novembre 2010 afin d'examiner s'il y a des motifs substantiels de croire qu'ils ont commis ces crimes.

### Procédures en cours concernant la situation au Darfour

Cette affaire est la quatrième concernant la situation au Darfour après les affaires : *Le Procureur c. Ahmad Muhammad Harun* (Ahmad Harun) et *Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman* (Ali Kushayb), *Le Procureur c. Omar Hassan Ahmad Al Bashir* et *Le Procureur c. Bahar Idriss Abu Garda*.

Trois suspects (Omar Al Bashir, Ahmad Harun et Ali Kushayb) sont toujours en fuite.

M. Abu Garda a comparu volontairement devant la Cour le 18 mai 2009. L'audience de confirmation des charges s'est déroulée du 19 au 29 octobre 2009. La Chambre de première instance I a refusé, le 8 février 2010, de confirmer les charges à son encontre.

La Cour pénale internationale a été saisie de la situation au Darfour par la résolution 1593 du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptée le 31 mars 2005 sur la base de l'article 13-b du Statut de Rome.

À ce jour, cinq enquêtes sont ouvertes devant la CPI. Trois États parties au Statut de Rome — l'Ouganda, la République démocratique du Congo et la République centrafricaine — ont renvoyé à la Cour des situations concernant des faits s'étant déroulés sur leur territoire. En outre, le Conseil de sécurité a déféré à la Cour la situation du Darfour (Soudan), un État qui n'est pas partie au Statut de Rome. Les juges de la Chambre préliminaire II ont autorisé le Procureur à ouvrir une enquête *proprio motu* relative aux violences post-électorales au Kenya.

### L'audience de confirmation des charges dans l'affaire *Le Procureur c. Abdallah Banda Abaker Nourain et Saleh Mohammed Jerbo Jamus* s'ouvrira le 22 novembre 2010

Le 17 juin 2010, la Chambre préliminaire I de la Cour pénale internationale (CPI) a fixé la date d'ouverture de l'audience de confirmation des charges dans l'affaire *Le Procureur c. Abdallah Banda Abaker Nourain (Banda) et Saleh Mohammed Jerbo Jamus (Jerbo)* au 22 novembre 2010.

La juge présidente, Sylvia Steiner, a indiqué que cette décision est sans préjudice pour la Chambre de revoir la date d'ouverture de l'audience de confirmation des charges, après la réception d'informations concernant la communication des éléments de preuve à la Défense et la protection des témoins.



Gauche à droite : Karim Khan, conseil de la défense de M. Banda et de M. Jerbo  
©ICC-CPI/Toussaint Kluiters

Cette décision a été annoncée au cours de la première comparution de M. Banda et de M. Jerbo, qui se sont présentés volontairement devant la CPI en conformité avec les citations à comparaître délivrées par la Chambre préliminaire I. M. Banda et M. Jerbo doivent répondre de trois charges de crimes de guerre, qui auraient été commis en septembre 2007 dans le cadre d'une attaque lancée contre une mission de maintien de la paix de l'Union africaine au Darfour-Nord.

Lors de la première comparution des deux suspects, la Chambre préliminaire I s'est assurée que M. Banda et M. Jerbo étaient bien informés des crimes qui leur sont reprochés et qu'ils comprennent les droits que leur reconnaît le Statut de Rome.

Me Karim Khan, conseil de la Défense assistant les suspects, a indiqué que ses clients ne renonçaient pas à ce stade à leur droit d'assister à l'audience de confirmation des charges, et qu'une décision finale sur sujet serait prise au moment opportun. L'article 61 du Statut de Rome prévoit en effet que l'audience de confirmation des charges peut se tenir en l'absence de l'intéressé, lorsque la personne « a renoncé à son droit d'être présente » ou « a pris la fuite ou est introuvable, et que tout ce qui était raisonnablement possible a été fait pour garantir sa comparution devant la Cour et l'informer des charges qui pèsent contre elle et de la tenue prochaine d'une audience pour confirmer ces charges ». Dans ces cas, la personne est représentée par un conseil lorsque la chambre préliminaire juge que cela sert les intérêts de la justice.

Une audience de confirmation des charges sert à déterminer s'il y a des motifs substantiels de croire que le suspect a commis ces crimes. Si la chambre préliminaire décide de confirmer les charges, elle renvoie l'affaire devant une chambre de première instance, laquelle est chargée de conduire la phase suivante de la procédure, à savoir le procès lui-même.

Après la première comparution, M. Banda et M. Jerbo ont quitté les Pays-Bas. Ils étaient arrivés le 16 juin 2010 dans les locaux de la Cour et avaient séjourné dans un lieu assigné par la CPI.

M. Banda et M. Jerbo doivent répondre de trois chefs de crimes de guerre (la commission ou tentative de commission d'atteinte à la vie sous forme de meurtre, le fait de diriger intentionnellement des attaques contre le personnel, les installations, le matériel, les unités ou les véhicules employés dans le cadre d'une mission de maintien de la paix, et le pillage) qui auraient été commis dans le cadre d'une attaque lancée le 29 septembre 2007 contre la Mission de l'Union africaine au Soudan (MUAS), une mission de maintien de la paix stationnée à la base militaire de Haskanita, dans la localité d'Umm Kadada au Darfour-Nord (Soudan). Les assaillants auraient tué 12 soldats de la MUAS et en auraient grièvement blessés huit autres, détruit des installations de communication et d'autres équipements et se seraient emparés de biens appartenant à la Mission.

Questions et réponses sur les citations à comparaître adressées à Abdallah Banda Abakaer Nourain et Saleh Mohammed Jerbo Jamus - **English | Français | عربي**

Fiche d'information sur l'affaire - **English | Français | عربي**

### **Le Procureur de la CPI « se réjouit de constater que les décisions de la Cour et la résolution 1593 (2005) du Conseil de sécurité sont suivies », compte tenu de la reddition volontaire aux autorités de la Cour de deux commandants rebelles du Darfour.**

Suite à l'arrivée à la Haye d'Abdallah Banda et de Saleh Mohammed Jerbo Jamus, commandants rebelles du Darfour, dans l'optique de leur comparution volontaire prévue le 17 juin devant la Cour pénale internationale (CPI), afin de répondre des accusations de crimes de guerre pour le rôle qu'ils ont joué dans l'attaque lancée en 2007 contre des soldats de l'Union africaine chargés du maintien de la paix à Haskanita, le Procureur de la CPI, M. Moreno-Ocampo, a souligné l'importance d'une telle coopération. « Cet événement montre qu'il est important que toutes les parties au conflit coopèrent, comme l'exige la résolution 1593 du Conseil de sécurité de l'ONU ».

« Cette reddition est l'aboutissement des efforts déployés pendant des mois pour convaincre MM. Banda et Jerbo de coopérer. Au moment de déférer à la Cour la situation au Darfour, le Conseil de sécurité avait demandé aux autorités soudanaises et à toutes les parties au conflit de coopérer pleinement avec mon Bureau. Comme je l'ai signalé au Conseil de sécurité la semaine dernière, les groupes rebelles ont respecté les décisions de la Cour », a déclaré le Procureur.

« La comparution de ces deux suspects signifie que toutes les personnes que nous souhaitons poursuivre dans le cadre de l'attaque menée à Haskanita se sont rendues devant la Cour », a-t-il ajouté.

« Mon Bureau avait également proposé à Ahmad Harun et à Ali Kushayb de se livrer de leur plein gré, a déclaré M. Ocampo, mais ces derniers ont refusé de coopérer et les juges ont délivré des mandats d'arrêt à leur encontre. Il a été constaté que les autorités soudanaises, qui n'ont pas donné suite à ces mandats, ont ignoré les injonctions du Conseil de sécurité. »

« Ces chefs rebelles vont à présent affronter la justice. L'attaque qu'ils ont menée en 2007 contre le camp de l'Union africaine à Haskanita a causé la mort de 12 soldats de la paix et aggravé le sort des milliers de civils que ces soldats étaient venus aider et qui ne bénéficient plus d'aucune protection. »

MM. Banda et Jerbo sont respectivement les deuxième et troisième personnes à se présenter volontairement devant la Cour en exécution d'une citation à comparaître. Ils étaient à l'origine conjointement mis en accusation avec le commandant rebelle Bahar Idriss Abu Garda, qui a comparu de son plein gré devant la Cour le 18 mai 2009. À la suite de l'audience de confirmation des charges du 19 octobre 2009, les juges de la CPI ont conclu que l'attaque en question constituait un crime reconnu par le Statut mais que les éléments de preuve présentés ne suffisaient pas à établir la responsabilité pénale individuelle de l'intéressé. Le Procureur présentera donc des éléments de preuve supplémentaires lors d'une nouvelle audience de confirmation des charges.

Source : Bureau du Procureur

### Décisions adoptées entre le 14 et le 19 juin 2010

#### Affaire Banda et Jerbo

##### Decision Scheduling a Hearing on Issues relating to Disclosure

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 18 juin 2010

#### Affaire Harun et Kushayb

##### Decision on 6 Applications for Victims' Participation in the Proceedings

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 17 juin 2010

#### Liens utiles

Les procédures se déroulant dans la salle d'audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : [www.icc-cpi.int](http://www.icc-cpi.int)

Vous pouvez également consulter le [calendrier des audiences](#).

Des résumés audiovisuels sont disponibles sur notre [chaîne Youtube](#).

## Interagir avec les communautés

### L'Unité de la sensibilisation de la CPI facilite le dialogue avec les enfants en Ouganda

Dans le district de Gulu le 16 juin, des milliers d'enfants qui ont souffert et souffrent encore en raison de crimes à caractère international commis au cours de conflits armés ont reçu l'hommage de leurs pairs ougandais lors de manifestations organisées par l'Unité de la sensibilisation de la CPI dans le cadre de la commémoration de la Journée de l'enfant africain célébrée à travers tout le continent.

Au nombre de ces manifestations figuraient une séance de sensibilisation et une émission de radio interactive d'une heure. La séance de sensibilisation a vu la participation de 1 600 enfants âgés de 13 à 19 ans, élèves dans quatre établissements secondaires du district de Gulu, à savoir les écoles secondaires d'Awere, du Sacré cœur, de Lukome, et le collège Bishop Negri. L'émission radio, diffusée par Mega FM de Gulu, a permis le dialogue entre des enfants et des auditeurs qui téléphonaient à l'antenne.



L'équipe de sensibilisation explique le mandat de la Cour aux enfants du district de Gulu, au Nord de l'Ouganda ©ICC-CPI

### Séance de sensibilisation à l'intention des écoles

Lors de cette séance interactive, les responsables de la sensibilisation ont présenté des exposés sur le mandat de la Cour et les affaires actuellement portées devant elle, puis ils ont répondu aux questions des participants. Les échanges ont porté principalement sur l'incompétence de la Cour à l'égard des personnes âgées de moins de 18 ans au moment des faits allégués, sur le droit des victimes de

participer volontairement à la procédure devant la Cour, et sur les différents rôles que peuvent avoir les victimes devant la Cour, à savoir celui de participants ou celui de témoins venant déposer à l'audience à la demande du Procureur ou de la Défense.

Les responsables des écoles participantes ont prononcé des allocutions, dénonçant toutes les formes d'abus à l'égard des enfants et réitérant leur engagement en faveur de la promotion des droits de l'enfant tels qu'énoncés dans la constitution nationale et dans les instruments internationaux qui protègent les droits de l'enfant. Ils ont appelé à la libération immédiate des enfants encore en captivité et insisté pour que les auteurs de crimes aussi atroces rendent des comptes « [TRADUCTION] à une justice transparente et fiable ».



Des enfants participent à une émission radio pour parler de leurs droits ©ICC-CPI

Les élèves et les enseignants ont posé des questions sur l'exécution des mandats d'arrêt, les mécanismes dont dispose la CPI pour assurer la protection des victimes et des témoins, le processus de justice et de paix, et les décisions prises lors de la conférence des États parties qui s'est achevée récemment à Kampala.

### Émission de radio interactive

Des milliers de personnes de la sous région acholi ont écouté la voix des enfants invités à participer à la célèbre émission de radio interactive consacrée à la promotion du respect des droits de l'Homme et de la prééminence du droit. Au cours du dialogue entre les invités spéciaux et les auditeurs, plusieurs abus qui auraient été commis par divers acteurs armés pendant le conflit ont été évoqués. Les échanges ont également porté sur les questions relatives aux crimes de guerre à caractère international. Des questions ont été posées au sujet d'actes cruels tels que le meurtre, la conscription, l'enlèvement, l'esclavage, la torture et le viol. Plusieurs enfants ont téléphoné à la station radio pour remercier l'Unité de la sensibilisation de la CPI de cette initiative qui a permis « [TRADUCTION] aux enfants de parler à d'autres enfants » de questions qui ont une incidence sur leur bien-être.



Une émission radio avec des enfants à l'occasion de la Journée de l'enfant africain ©ICC-CPI

Au cours des semaines à venir, l'Unité de la sensibilisation organisera des programmes similaires dans les communautés touchées des sous-régions teso, lango et madi, dans les nord et le nord-est de l'Ouganda, afin de les sensibiliser à la souffrance des enfants dans les conflits armés.

### Contexte

La Cour a compétence à l'égard des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre. La définition de ces crimes comporte plusieurs références aux enfants. Ainsi, la définition de la « réduction en esclavage » en tant que crime contre l'humanité fait expressément référence aux enfants. L'une des infractions citées comme crime de guerre est le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans ou de les faire participer activement aux hostilités (article 8). Le Statut de Rome est également le premier instrument juridique à avoir attribué aux violences sexuelles la qualification à la fois de crime contre l'humanité et de crime de guerre.

Par le passé, la CPI a également été pionnière en matière de poursuites engagées pour des crimes commis contre des enfants, à savoir le fait de procéder à leur enrôlement et de les faire participer aux hostilités, dans le cadre des situations en République démocratique du Congo et en Ouganda dont elle est saisie.

JUN 2010						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30				
JUILLET 2010						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
Ouverture programmée du procès dans l'affaire Jean-Pierre Bemba Gombo						
12	13	14	15	16	17	18
					Jour de la Justice pénale internationale	
19	20	21	22	23	24	25
<b>Événements futurs :</b> 17 juillet – 8 août : Vacances judiciaires 22 novembre 2010 : La Chambre préliminaire I de la Cour pénale internationale (CPI) a fixé la date d'ouverture de l'audience de confirmation des charges dans l'affaire <i>Le Procureur c. Abdallah Banda Abkaer Nourain (Banda) et Saleh Mohammed Jerbo Jamus (Jerbo)</i> .						

Le calendrier est susceptible de changements de dernière minute